

17 mars 2022

## **Décret n° 2022-372 du 16 mars 2022 relatif à la surveillance post-exposition, aux visites de préreprise et de reprise des travailleurs ainsi qu'à la convention de rééducation professionnelle en entreprise (JO du 17 mars 2022)**

### **Suivi des évolutions réglementaires**

#### **Rappel ci-dessous des dispositions législatives issues de la loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 sur ce sujet**

##### **Art. L. 4624-2-1 du code du travail**

Les travailleurs bénéficiant du dispositif de suivi individuel renforcé prévu à l'article L. 4624-2, ou qui ont bénéficié d'un tel suivi au cours de leur carrière professionnelle sont examinés par le médecin du travail au cours d'une visite médicale, dans les meilleurs délais après la cessation de leur exposition à des risques particuliers pour leur santé ou leur sécurité ou, le cas échéant, avant leur départ à la retraite.

Cet examen médical vise à établir une traçabilité et un état des lieux, à date, des expositions à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L. 4161-1 auxquelles a été soumis le travailleur. S'il constate une exposition du travailleur à certains risques dangereux, notamment chimiques, mentionnés au a du 2° du I du même article L. 4161-1, le médecin du travail met en place **une surveillance post-exposition ou post-professionnelle**, en lien avec le médecin traitant et le médecin conseil des organismes de sécurité sociale. Cette surveillance tient compte de la nature du risque, de l'état de santé et de l'âge de la personne concernée.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

##### **Article L. 323-3-1 CSS**

Le versement de l'indemnité journalière ne fait pas obstacle à ce que l'assuré demande, avec l'accord du médecin traitant, à accéder aux actions de formation professionnelle continue prévues à l'article L. 6313-1 du code du travail ou à des actions d'évaluation, d'accompagnement, d'information et de conseil auxquelles la caisse d'assurance maladie ou la caisse générale de sécurité sociale mentionnée à l'article L. 752-1 du présent code participe, sous réserve qu'après avis du médecin-conseil la durée de ces actions soit compatible avec la durée prévisionnelle de l'arrêt de travail. La caisse fait part de son accord à l'assuré et, le cas échéant, à l'employeur, et au médecin du travail.

Les actions d'accompagnement auxquelles la caisse mentionnée au premier alinéa du présent article peut participer à la demande de l'assuré comprennent notamment :

1° L'essai encadré, organisé selon des modalités définies par décret ;

17 mars 2022

2° La convention de rééducation professionnelle mentionnée à l'article L. 5213-3-1 du code du travail, qui donne lieu au versement d'indemnités selon des modalités définies par décret en Conseil d'État.

Ces actions se font en lien avec les acteurs de la compensation du handicap et les acteurs de la réadaptation selon les territoires.

#### **Article L. 1226-1-4 Code du travail**

Les travailleurs déclarés inaptes en application de l'article L. 4624-4 ou pour lesquels le médecin du travail a identifié, dans le cadre de l'examen de préreprise mentionné à l'article L. 4624-2-4, un risque d'inaptitude peuvent bénéficier de la convention de rééducation professionnelle en entreprise mentionnée à l'article L. 5213-3-1.

#### **Article L. 5213-3 Code du travail**

Tout travailleur handicapé peut bénéficier d'une réadaptation, d'une rééducation ou d'une formation professionnelle.

Les travailleurs handicapés déclarés inaptes en application de l'article L. 4624-4 ou pour lesquels le médecin du travail a identifié, dans le cadre de l'examen de préreprise mentionné à l'article L. 4624-2-4, un risque d'inaptitude peuvent bénéficier de la convention de rééducation professionnelle en entreprise mentionnée à l'article L. 5213-3-1.

#### **Article L. 5213-3-1 Code du travail**

I. – La convention de rééducation professionnelle en entreprise est conclue entre l'employeur, le salarié et la caisse primaire d'assurance maladie ou la caisse générale de sécurité sociale mentionnée à l'article L. 323-3-1 du code de la sécurité sociale. Cette convention détermine les modalités d'exécution de la rééducation professionnelle ainsi que le montant et les conditions dans lesquelles la caisse primaire d'assurance maladie ou la caisse générale de sécurité sociale verse au salarié l'indemnité journalière mentionnée au même article L. 323-3-1. II. Lorsque la rééducation professionnelle est assurée par l'employeur du salarié, elle fait l'objet d'un avenant au contrat de travail, qui ne peut modifier la rémunération prévue par celui-ci.

II. « Lorsque la rééducation professionnelle est assurée par l'employeur du salarié, elle fait l'objet d'un avenant au contrat de travail, qui ne peut modifier la rémunération prévue par celui-ci.

Lorsque la rééducation professionnelle n'est pas assurée par l'employeur du salarié, elle est effectuée selon les modalités de mise à disposition prévues à l'article L. 8241-2.

III. – Lorsque le salarié présente sa démission mentionnée à l'article L. 1237-1 à l'issue d'une rééducation professionnelle afin d'être embauché par une autre entreprise, il continue à bénéficier, le cas échéant, de l'indemnité mentionnée à l'article L. 323-3-1 du code de la sécurité sociale.

Lorsque l'entreprise mentionnée au premier alinéa du présent III a assuré la rééducation professionnelle et que l'embauche est effectuée dans un emploi similaire à celui occupé par le salarié pendant la période de rééducation, la durée de la mise à disposition est intégralement déduite de la période d'essai.

IV. – Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent article.

17 mars 2022

**Nouveau Art. L. 4624-2-3 du Code du travail**

Après un congé de maternité ou une absence au travail justifiée par une incapacité résultant de maladie ou d'accident et répondant à des conditions fixées par décret, le travailleur bénéficie d'un examen de reprise par un médecin du travail dans un délai déterminé par décret.

**Nouveau Art. L. 4624-2-4 du Code du travail**

En cas d'absence au travail justifiée par une incapacité résultant de maladie ou d'accident d'une durée supérieure à une durée fixée par décret, le travailleur peut bénéficier d'un examen de préreprise par le médecin du travail, notamment pour étudier la mise en œuvre des mesures d'adaptation individuelles prévues à l'article L. 4624-3, organisé à l'initiative du travailleur, du médecin traitant, des services médicaux de l'assurance maladie ou du médecin du travail, dès lors que le retour du travailleur à son poste est anticipé. L'employeur informe le travailleur de la possibilité pour celui-ci de solliciter l'organisation de l'examen de préreprise.

<b>Dispositions réglementaires avant décret précité</b>	<b>Dispositions réglementaires issues du décret précité Entrée en vigueur le 31 mars 2022</b>
<b>Convention de rééducation professionnelle</b>	
	<p><b>Nouveau Art. R. 323-3-1 du Code de la sécurité sociale</b></p> <p>I. – Le montant de l'indemnité mentionnée au quatrième alinéa de l'article L. 323-3-1, servie sous forme d'indemnité journalière, correspond à une fraction du salaire perçu par l'assuré avant l'arrêt de travail précédant la mise en place de la convention mentionnée au I de l'article L. 5213-3-1 du code du travail.</p> <p>Le montant de cette indemnité est égal au montant de l'indemnité journalière versée pendant l'arrêt de travail précédant la rééducation professionnelle.</p> <p>Par dérogation au deuxième alinéa, lorsque la convention mentionnée au I de l'article L. 5213-3-1 du code du travail a été conclue à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ayant entraîné le versement de l'indemnité prévue par l'article L. 433-1 du présent code pendant plus de vingt-huit jours, l'indemnité versée pendant la durée de la convention précitée est égale à la fraction du salaire journalier fixée par l'article R. 433-1.</p>

	<p>L'indemnité est versée pendant toute la durée de la convention mentionnée à l'article R. 5213-15 du code du travail, sans que la durée totale de versement des indemnités journalières perçues depuis le début de l'arrêt de travail puisse excéder, sauf lorsque l'arrêt de travail est lié à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, le délai prévu au 2° de l'article R. 323-1 du présent code. L'employeur peut être subrogé à l'assuré dans les droits de celui-ci à l'indemnité journalière qui lui est due.</p> <p>II. – Lorsque, à l'issue d'une rééducation professionnelle effectuée selon les modalités prévues au deuxième alinéa du II de l'article L. 5213-3-1 du code du travail, le salarié présente sa démission dans les conditions prévues au III du même article, il continue de percevoir l'indemnité mentionnée à l'article L. 323-3-1 du présent code, selon les mêmes modalités qu'au cours de la période durant laquelle il a réalisé sa convention de rééducation professionnelle en entreprise, pendant une durée de trois mois à compter du premier jour du mois suivant celui de la prise d'activité. Dans ce cas, la subrogation mentionnée au I du présent article ne peut s'appliquer.</p>
<p><b>Article R. 433-15 du Code de la sécurité sociale</b></p> <p>Lorsque la victime reprend avant sa guérison ou la consolidation de sa blessure un travail léger avec l'autorisation de son médecin traitant, elle doit immédiatement en aviser la caisse primaire et lui adresser :</p> <p>1°) un certificat du médecin traitant accordant ladite autorisation ;</p> <p>2°) une attestation de l'employeur indiquant la nature exacte de l'emploi et la rémunération correspondante. Une nouvelle attestation patronale doit être adressée par la victime à la caisse primaire lors de tout changement survenu dans la nature de l'emploi occupé ou le montant de la rémunération perçue.</p>	<p><b>Article R. 433-15 du Code de la sécurité sociale</b></p> <p>Lorsque la victime reprend avant sa guérison ou la consolidation de sa blessure un travail léger <del>travail</del> <b>aménagé ou à temps partiel</b> avec l'autorisation de son médecin traitant, elle doit immédiatement en aviser la caisse primaire et lui adresser :</p> <p>1°) un certificat du médecin traitant accordant ladite autorisation ;</p> <p>2°) une attestation de l'employeur indiquant la nature exacte de l'emploi et la rémunération correspondante. Une nouvelle attestation patronale doit être adressée par la victime à la caisse primaire lors de tout changement survenu dans la nature de l'emploi occupé ou le montant de la rémunération perçue.</p> <p>En cas de désaccord entre le médecin traitant et le médecin-conseil, il est procédé à un nouvel examen conformément aux dispositions du chapitre 1er du titre IV du livre 1er.</p>

<p>En cas de désaccord entre le médecin traitant et le médecin-conseil, il est procédé à un nouvel examen conformément aux dispositions du chapitre 1er du titre IV du livre 1er.</p> <p>Si le médecin-conseil ou le médecin expert reconnaît que le travail est de nature à favoriser la guérison ou la consolidation de la blessure, la caisse primaire décide, s'il y a lieu, le maintien total ou partiel de l'indemnité, compte tenu de l'attestation prévue au premier alinéa du présent article ou, si celle-ci n'a pas été produite ou lui paraît insuffisante, au vu des résultats de l'enquête effectuée.</p> <p>La caisse primaire notifie sa décision à la victime par lettre recommandée.</p>	<p>Si le médecin-conseil ou le médecin expert reconnaît que le travail est de nature à favoriser la guérison ou la consolidation de la blessure, la caisse primaire décide, s'il y a lieu, le maintien total ou partiel de l'indemnité, compte tenu de l'attestation prévue au premier alinéa du présent article ou, si celle-ci n'a pas été produite ou lui paraît insuffisante, au vu des résultats de l'enquête effectuée.</p> <p>La caisse primaire notifie sa décision à la victime par lettre recommandée.</p>
	<p><b>Nouveau Sous-section 2 « Convention de rééducation professionnelle en entreprise »</b></p> <p><b>Nouveau Art. R. 5213-15.</b> – I. – La convention mentionnée au I de l'article L. 5213-3-1 définit le montant total de la rémunération perçue par le salarié au titre du salaire versé pour le compte de l'employeur et des indemnités journalières mentionnées à l'article R. 323-3-1 du code de la sécurité sociale. Ce montant ne peut être inférieur à la rémunération perçue avant l'arrêt de travail précédant la mise en place de la convention. « La durée maximale de la convention ne peut être supérieure à dix-huit mois. Elle est déterminée en tenant compte, le cas échéant, de la durée de l'arrêt de travail qui a précédé sa mise en place dans les conditions prévues par le I de l'article R. 323-3-1 du code de la sécurité sociale.</p> <p>II. – La caisse primaire d'assurance maladie transmet pour information la convention à la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités dans le ressort de laquelle l'entreprise est installée.</p> <p>Art. R. 5213-16. – Par dérogation aux articles R. 5213-10 et R. 5213-12, la mise en place de la convention mentionnée au I de l'article L. 5213-3-1 est dispensée d'avis préalable de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.</p>

	<p><b>Nouveau Art. R. 5213-17.</b> – I. – Lorsque la rééducation professionnelle est assurée au sein d'une autre entreprise selon les modalités définies à l'article L. 8241-2, l'employeur initial transmet pour information la convention de rééducation professionnelle en entreprise mentionnée à l'article R. 5213-15 à l'entreprise dans laquelle se déroule la rééducation professionnelle.</p> <p>II. – L'employeur facture à l'entreprise dans laquelle le salarié effectue sa rééducation professionnelle la fraction de la rémunération, des charges sociales et des frais professionnels restant à sa charge.</p>
<p><b>Les dispositions précitées s'appliquent aux arrêts de travail en cours au 31 mars 2022</b></p>	
<p><b>Surveillance post-exposition ou post-professionnelle</b></p>	
<p><b>§4 Visite médicale de fin de carrière</b></p> <p><b>Article R4624-28-1</b>          La visite médicale prévue à l'article L. 4624-2-1 est organisée pour les catégories de travailleurs suivantes :</p> <p>1° Les travailleurs bénéficiant ou ayant bénéficié d'un suivi individuel renforcé de leur état de santé prévu à l'article L. 4624-2 ;</p> <p>2° Les travailleurs ayant bénéficié d'un suivi médical spécifique du fait de leur exposition à un ou plusieurs des risques mentionnés au I de l'article R. 4624-23 antérieurement à la mise en œuvre du dispositif de suivi individuel renforcé.</p>	<p>L'intitulé du paragraphe 4 est remplacé par l'intitulé suivant : « <b>Surveillance post-exposition ou post-professionnelle</b> »</p> <p><b>Article R4624-28-1</b>          La visite médicale prévue à l'article L. 4624-2-1 est organisée pour les catégories de travailleurs suivantes :</p> <p>1° Les travailleurs bénéficiant ou ayant bénéficié d'un suivi individuel renforcé de leur état de santé prévu à l'article L. 4624-2 ;</p> <p>2° Les travailleurs ayant <del>bénéficié d'un suivi médical spécifique du fait de leur exposition</del> <b>été exposés</b> à un ou plusieurs des risques mentionnés au I de l'article R. 4624-23 antérieurement à la mise en œuvre du dispositif de suivi individuel renforcé.</p>
<p><b>Article R4624-28-2</b>          Pour l'organisation de la visite prévue à l'article <u>L. 4624-2-1</u>, l'employeur informe son service de santé au travail, dès qu'il en a connaissance, du</p>	<p><b>Article R4624-28-2</b>          Pour l'organisation de la visite prévue à l'article <u>L. 4624-2-1</u>, l'employeur informe son service de santé au travail, dès qu'il en a connaissance, <del>du départ ou de la mise à la</del></p>

<p>départ ou de la mise à la retraite d'un des travailleurs de l'entreprise. Il avise sans délai le travailleur concerné de la transmission de cette information.</p> <p>Lorsqu'un travailleur estime remplir les conditions définies à l'article <u>R. 4624-28-1</u> et n'a pas été avisé de la transmission de cette information par l'employeur, il peut, durant le mois précédant son départ, demander à bénéficier de cette visite directement auprès de son service de santé au travail. Il informe son employeur de sa démarche.</p> <p>Informé du départ ou de la mise à la retraite du travailleur, le service de santé au travail détermine, par tout moyen, si le travailleur remplit les conditions définies à l'article R. 4624-28-1 et organise la visite lorsqu'il les estime remplies.</p>	<p><del>retraite d'un des travailleurs de l'entreprise</del> <b>de la cessation de l'exposition d'un des travailleurs de l'entreprise à des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité justifiant un suivi individuel renforcé, de son départ ou de sa mise à la retraite.</b> Il avise sans délai le travailleur concerné de la transmission de cette information.</p> <p>Lorsqu'un travailleur estime remplir les conditions définies à l'article <u>R. 4624-28-1</u> et n'a pas été avisé de la transmission de cette information par l'employeur, il peut, durant le mois précédant <b>la date de la cessation de l'exposition</b> ou son départ <b>et jusqu'à six mois après la cessation de l'exposition</b>, demander à bénéficier de cette visite directement auprès de son service de santé au travail. Il informe son employeur de sa démarche.</p> <p>Informé <b>de la cessation de l'exposition</b>, du départ ou de la mise à la retraite du travailleur, le service de santé au travail détermine, par tout moyen, si le travailleur remplit les conditions définies à l'article R. 4624-28-1 et organise la visite lorsqu'il les estime remplies.</p>
<p><b>Article R4624-28-3 du Code du travail</b></p> <p>Le médecin du travail établit un état des lieux des expositions du travailleur aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article <u>L. 4161-1</u>.</p> <p>Cet état des lieux est établi, notamment, sur la base des informations contenues dans le dossier médical en santé au travail prévu à l'article <u>L. 4624-8</u>, des déclarations du travailleur et de celles de ses employeurs successifs.</p> <p>A l'issue de la visite, le médecin du travail remet le document dressant l'état des lieux au travailleur. Lorsque le document fait état de l'exposition à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L. 4161-1 ou que l'examen auquel il procède fait apparaître d'autres risques professionnels, le médecin du travail</p>	<p><b>Article R4624-28-3 du Code du travail</b></p> <p>Le médecin du travail établit un état des lieux des expositions du travailleur aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article <u>L. 4161-1</u>.</p> <p>Cet état des lieux est établi, notamment, sur la base des informations contenues dans le dossier médical en santé au travail prévu à l'article <u>L. 4624-8</u>, des déclarations du travailleur et de celles de ses employeurs successifs.</p> <p>A l'issue de la visite, le médecin du travail remet <del>le document dressant l'état des lieux au travailleur</del> <b>au travailleur le document dressant l'état des lieux et le verse au dossier médical en santé au travail.</b> Lorsque le document fait état de l'exposition à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article L. 4161-1 ou que l'examen auquel il procède fait apparaître d'autres risques professionnels, le médecin du travail <del>préconise</del> <b>met en place</b>, le cas échéant, la surveillance <b>post-exposition mentionnée à l'article L. 4624-2-1</b> ou post-professionnelle mentionnée à l'article <u>L.</u></p>

<p>préconise, le cas échéant, la surveillance post-professionnelle mentionnée à l'article <u>L. 4624-2-1</u>. A cette fin, il transmet, s'il le juge nécessaire et avec l'accord du travailleur, le document et, le cas échéant, les informations complémentaires au médecin traitant. Les documents transmis sont alors assortis de préconisations et de toutes informations utiles à la prise en charge médicale ultérieure.</p> <p>Lorsque le travailleur remplit les conditions pour bénéficier du dispositif de surveillance post-professionnelle défini sur le fondement de l'article <u>L. 461-7 du code de la sécurité sociale</u>, le médecin du travail l'informe des démarches à effectuer pour ce faire.</p>	<p><u>4624-2-1</u>. A cette fin, il transmet, s'il le juge nécessaire et avec l'accord du travailleur, le document et, le cas échéant, les informations complémentaires au médecin traitant. Les documents transmis sont alors assortis de préconisations et de toutes informations utiles à la prise en charge médicale ultérieure.</p> <p>Lorsque le travailleur remplit les conditions pour bénéficier du dispositif de surveillance <b>post-exposition mentionnée à l'article L. 4624-2-1</b> ou post-professionnelle défini sur le fondement de l'article <u>L. 461-7 du code de la sécurité sociale</u>, le médecin du travail l'informe des démarches à effectuer pour ce faire.</p>
<p><b>Les dispositions précitées s'appliquent aux travailleurs dont la cessation d'exposition a été constatée à compter de cette date</b></p>	
<p><b>Visite de pré-reprise/reprise</b></p>	
<p>Sous-section 3 : Visites de préreprise et de reprise du travail</p> <p><b>Article R4624-29</b> En vue de favoriser le maintien dans l'emploi des travailleurs en arrêt de travail d'une durée de plus de trois mois, une visite de préreprise est organisée par le médecin du travail à l'initiative du médecin traitant, du médecin conseil des organismes de sécurité sociale ou du travailleur.</p>	<p><del>Sous-section 3 : Visites de préreprise et de reprise du travail</del> <b>Sous-section 3 « Prévention de la désinsertion professionnelle »</b></p> <p><b>Nouveau § 1 « Visite de pré-reprise »</b></p> <p><b>Article R4624-29 du Code du travail</b> En vue de favoriser le maintien dans l'emploi <del>des travailleurs en arrêt de travail d'une durée de plus de trois mois, une visite de préreprise est organisée par le médecin du travail à l'initiative du médecin traitant, du médecin conseil des organismes de sécurité sociale ou du travailleur,</del> <b>les travailleurs en arrêt de travail d'une durée de plus de trente jours peuvent bénéficier d'une visite de préreprise.</b></p>
<p><b>Article R4624-31</b></p>	<p><b>Nouveau § 2 « Visite de reprise »</b></p> <p><b>Article R4624-31</b></p>



<p>Le travailleur bénéficie d'un examen de reprise du travail par le médecin du travail :</p> <p>1° Après un congé de maternité ;</p> <p>2° Après une absence pour cause de maladie professionnelle ;</p> <p>3° Après une absence d'au moins trente jours pour cause d'accident du travail, de maladie ou d'accident non professionnel.</p> <p>Dès que l'employeur a connaissance de la date de la fin de l'arrêt de travail, il saisit le service de santé au travail qui organise l'examen de reprise le jour de la reprise effective du travail par le travailleur, et au plus tard dans un délai de huit jours qui suivent cette reprise.</p>	<p>Le travailleur bénéficie d'un examen de reprise du travail par le médecin du travail :</p> <p>1° Après un congé de maternité ;</p> <p>2° Après une absence pour cause de maladie professionnelle ;</p> <p>3° Après une absence d'au moins trente jours pour cause d'accident du travail, <del>de maladie ou d'accident non professionnel.</del></p> <p>4° <b>Après une absence d'au moins soixante jours pour cause de maladie ou d'accident non professionnel.</b></p> <p>Dès que l'employeur a connaissance de la date de la fin de l'arrêt de travail, il saisit le service de santé au travail qui organise l'examen de reprise le jour de la reprise effective du travail par le travailleur, et au plus tard dans un délai de huit jours qui suivent cette reprise.</p>
<b>Les dispositions précitées s'appliquent aux arrêts de travail commençant après le 31 mars 2022</b>	

Le décret modifie les modalités relatives à la visite de préreprise en prévoyant qu'elle peut s'appliquer pour les salariés en arrêt de travail de plus de trente jours, et les modalités relatives à la visite de reprise en prévoyant notamment qu'elle est obligatoire pour les salariés ayant eu un accident ou une maladie d'origine non professionnelle ayant entraîné un arrêt de travail de plus de 60 jours. Les autres dispositions relatives à la visite de reprise restent inchangées : les salariées revenant de congé maternité et les salariés victimes d'une maladie professionnelle, sans condition de durée d'arrêt, ou victimes d'un accident du travail ayant entraîné un arrêt d'au moins 30 jours bénéficient aussi de la visite de reprise.

Le décret précise les règles applicables dans le cadre de la surveillance post-exposition ou post-professionnelle, en précisant notamment que la visite médicale prévue à l'article L. 4624-2-1 du code du travail est effectuée dès la survenue des différents cas de cessation de l'exposition aux risques donnant lieu à un suivi individuel renforcé et en prévoyant que l'état des lieux des expositions, dressé au cours de la visite, est versé au dossier médical en santé au travail, afin d'assurer un meilleur suivi de la santé du salarié.

17 mars 2022

**Concernant la visite de reprise :**

Le principe selon lequel l'employeur qui a connaissance de la date de fin de l'arrêt de travail, doit saisir le Service de santé au travail qui organise l'examen de reprise le jour de la reprise effective du travail par le travail, et au plus tard dans un délai de huit jours qui suivent cette reprise, est bien maintenu.

L'examen de reprise doit toujours être organisé après un congé de maternité, après une absence pour cause de maladie professionnelle, après une absence d'au moins trente jours pour cause d'accident du travail, et, nouveauté, **après une absence d'au moins 60 jours pour cause de maladie ou d'accident non professionnel** (au lieu de trente jours précédemment).

Ces nouvelles règles s'appliquent aux arrêts de travail commençant après le 31 mars 2022.

**Concernant la visite de pré-reprise :**

Les travailleurs en arrêt de travail d'une durée de plus de trente jours peuvent bénéficier d'une visite de préreprise. La visite de pré-reprise n'est donc plus obligatoire pour les arrêts de plus de trois mois.

La visite de pré-reprise pourrait donc désormais être demandée par le médecin du travail, le médecin conseil des organismes de la sécurité sociale, le médecin traitant ou le travailleur.

Ces nouvelles règles s'appliquent aux arrêts de travail commençant après le 31 mars 2022.

\*\*\*